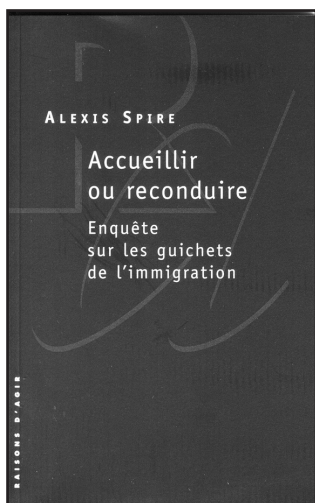


ACCUEILLIR OU RECONDUIRE **Enquête sur les guichets de l'immigration**

- Alexis Spire -
Raisons d'agir Editions, 2008.



Le durcissement, depuis 2003, des lois contre l'immigration se transforme en acharnement : on s'attaque aux enfants qu'on va chercher dans les établissements scolaires (lycées, collèges, écoles primaires et maternelles) pour les placer dans des centres de rétention. De véritables guets-apens sont organisés devant les restaurants du cœur, dans les préfectures où l'on arrête des demandeurs d'asile convoqués pour un réexamen de leurs dossiers. La politique du chiffre, une sorte de taylorisation des expulsions qui détermine à l'avance le nombre d'étrangers à expulser annuellement, l'introduction des contraintes d'efficacité et du rendement dans ce domaine finissent par l'emporter sur toute autre considération jusqu'à la répression de

l'enfance. L'onde de choc de cette cadence se retrouve bien évidemment dans les guichets qui doivent, par le truchement des refus des dossiers de demandes de résidence, contribuer à remplir l'objectif chiffré.

Contraints par toutes sortes de conventions internationales sur les Droits de l'homme, les gouvernements successifs ont construit une politique en trompe-l'œil en déléguant la gestion des dossiers aux fractions subalternes de l'Administration qui rendent ces droits inopérants. L'imprécision de critères juridiques a toujours laissé une grande marge de manœuvres aux services chargés de les appliquer. Il y a donc une véritable politique des guichets qui laisse place à un pouvoir discrétionnaire loin des principes juridiques.

Alexis Spire s'est fait embaucher comme stagiaire pendant un mois dans un service de demandeurs d'asile. Ce livre en est le fruit. Il y dresse une sorte de psychologie sociale de ce soutien des politiques migratoires qu'est le guichetier sans toutefois perdre de vue les déterminations sociales qui donnent sens à leurs comportements. Les guichetiers peuvent adopter des pratiques contraires au droit, pratiques qu'ils assument par leur adhésion aux objectifs du maintien de l'ordre, renforcées par le sentiment d'incarner l'Etat et son autorité auprès des usagers suspects d'en menacer l'intégrité. La rhétorique de la fraude permet de légitimer la non-application de la loi jugée généreuse pour les « faux touristes », les « faux réfugiés », les « faux demandeurs d'asile », les « faux mariés », etc. Cette intériorisation de la défense de la nation menacée par la fraude et le « risque migratoire » se renforce par l'opposition entre le « nous » et « eux ». Cependant, cela n'évacue pas chez les guichetiers le sentiment d'être des déclassés par le fait même qu'ils gèrent des dossiers d'une population (les étrangers) jugée déclassée. Leurs locaux

sont par ailleurs vétustes et les guichets très souvent éloignés des services abritant la hiérarchie.

Quoiqu'il y ait parmi ces guichetiers un personnel issu de l'immigration et des Dom-Tom, la distance vis-à-vis des usagers est de rigueur. Le guichetier ne parle pas à l'étranger dans sa langue quand bien même la connait-il.

Mais il n'y a pas un idéal-type de guichetiers qui se distinguent par leurs façons de se représenter leur mission et donc par le crédit qu'ils accordent à l'étranger en tant qu'usager. Il y a 1) *les entrepreneurs de morale* pour qui le contrôle de l'immigration est une mission morale, politique et économique contre la fraude ; 2) *les réfractaires*, une minorité d'agents qui refusent l'acharnement contre les étrangers, allant jusqu'à réclamer, en 2005, des meilleurs conditions de travail pour offrir aux demandeurs d'asile un accueil digne ; 3) *les pragmatiques* : indifférents, ils entretiennent avec les étrangers un rapport plus apaisé, sans passion ni scrupule, en se conformant de façon pragmatiques aux injonctions de la hiérarchie.

On comprend pourquoi les chances d'obtenir un titre de séjour se mesurent à des critères qui ne relèvent plus exclusivement du droit, mais de l'appréciation du guichetier qui peut être intransigent (entrepreneur de morale), compatissant (réfractaire), ou indifférent (pragmatique), sans compter les pratiques de la corruption. Et quand les préfectures distillent quelques régularisations suite aux revendications de certaines associations, c'est dans le but non avoué de maintenir ces dernières dans une dépendance liée au service rendu.

Plus préoccupant est la contagion chez les fonctionnaires *a priori* éloignés de la politique migratoire, qui sont peu à peu enrôlés dans la lutte contre les sans-papiers (dans le secteur de la santé, l'inspection

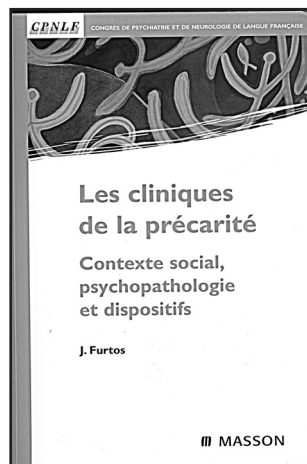
du travail, etc.). Seules les résistances associatives et syndicales permettent, ça et là, d'en atténuer le développement. ■

Achour Ouamara

LES CLINQUES DE LA PRÉCARITÉ psychopathologique et dispositifs

Jean Furtos

Alsevier-Masson., 2008



Si la dramatique humaine qui se dessine derrière ne faisait ressentir une blessure et n'incitait à une pudique réserve, on pourrait presque jouer sur le fameux slogan en criant : on n'arrête pas la précarité ! Le fait qu'elle ait ses cliniques, c'est-à-dire ses théories et ses pratiques en dit long sur la dérive sociale qui la génère. Jean Furtos intitule son

introduction à cet ouvrage (rapport pour le 106e Congrès de psychiatrie et de neurologie de langue française) : « Être dérangé par le social ». Comment ne pas l'être en effet. La précarité n'est plus réductible à la pauvreté. Elle concerne une multiplicité de figures de la société : démunis mais pas seulement, enfants et adultes, nationaux et demandeurs d'asile, etc. La donne sociale, économique et politique qui ouvre ce millénaire arbore la souffrance psychique comme drapeau de la précarisation qui guette insidieusement tout un chacun. Et invite à changer de regards et de pratiques, à commencer « au plus près, là où nous sommes dérangés ». Ce « là », au niveau des approches « psy », est d'abord ce noeud, devenu incontournable, entre la biographie d'un sujet et sa condition sociale. L'impression est qu'un contrat implicite est rompu : l'individu ne peut plus échanger une part de sa vitalité pulsionnelle contre la garantie d'une sécurité sociale. Le rabattement sur les individus est total : mérites à applaudir ou défaillances à reprocher. De quoi aiguïser une soif des appartenances rassurantes, au risque d'y aliéner sa liberté.

L'intuition qui anime certains chercheurs de ce travail est plus qu'alarmante : « c'est toute la société qui est précarisée, et évidemment plus particulièrement les plus vulnérables... Voilà une position non confortable : il n'y a plus d'un côté les exclus et de l'autre les inclus, avec une barrière rassurante entre les deux... D'ailleurs, il n'est plus besoin d'être particulièrement lucide pour s'apercevoir que les institutions du soin et du travail social apparaissent elles aussi de plus en plus précarisées à travers leur budget, leur mode de gestion, leur image et le travail de leurs intervenants. » Normaliser la précarité : drôle de paradigme moderne de la société. Il faut porter un regard nouveau sur ce que précarité veut dire en tenant compte du contexte social, politique, économique et

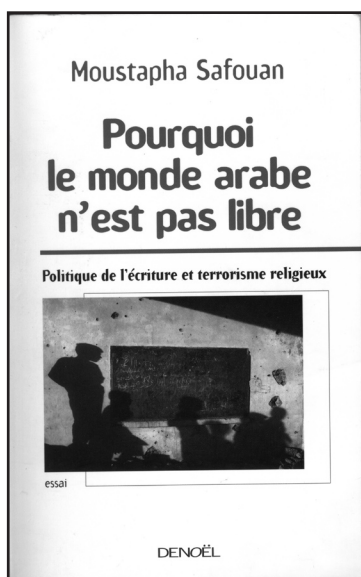
anthropologique et sur les pratiques de *care* (de soin, d'accompagnement et d'aide). C'est ce que cet ouvrage aide à faire par une multiplicité d'approches. Il y va de notre santé mentale. ■

Abdellatif Chaouite

POURQUOI LE MONDE ARABE N'EST PAS LIBRE Politique de l'écriture et terrorisme religieux

- Moustapha Safouan -

Editions Denoël, 2008.



Il est des livres qui ne s'embarrassent pas des susceptibilités communautaires. Moustapha Safouan, en psychanalyste et politologue à la fois, dresse ici, sans complaisances, un bréviaire des blocages des sociétés arabo-musulmanes qui peinent à s'émanciper de la gangue autoritaire de leurs monarques et autres dictateurs. Pourquoi, diable ! charrient-elles encore des modes de gouvernance despotique, des formes archaïques d'éducation et de transmission ? Pourquoi s'engoncent-elles dans des valeurs anachroniques ?

L'auteur pose moult questions auxquelles il tente de donner des réponses qui sont

autant sociologiques, psychanalytiques qu'historiques.

Il faut pointer ici, et c'est un des thèmes les plus développés, la question de la politique d'écriture, car l'écriture est liée à l'exercice du pouvoir et à la vérité. Cette relation écriture/pouvoir/vérité est patente dans la dichotomie langues vernaculaires vs langue arabe classique. La sacralisation de celle-ci (langue du Coran) va de pair avec la stigmatisation de celle-là. Les élites, au premier rang desquels les écrivains, s'accommodent et nourrissent cette dichotomie hiérarchisante quand objectivement ils n'en profitent pas du fait de leur faible intérêt pour la création dans les langues vernaculaires qu'ils mettent au rebus et tiennent pour vulgaires et inappropriées à la pensée. En cela, on peut parler de la trahison des clercs qui monopolisent le prestige de l'écriture. Ils mettent aux nues l'arabe classique à laquelle ils prêtent la vertu unificatrice de la nation arabe. Quid de l'union européennes aux multiples langues, pourtant plus organisée que les nations arabes. Qu'ils le veuillent ou non, l'arabe classique lie et aliène les élites au régime et fait d'eux des alliés objectifs, des lettrés qui se lisent les uns les autres sans communication véritable avec le reste de la population. En ce sens, l'arabe classique (langue écrite) s'avère être plus un outil de perpétuation de la domination aux mains des lettrés que véritablement source de création et de progrès. « Nos écrivains, note-t-il, à juste titre, n'ont jamais joué un rôle historique dans leurs pays. Leur constitution en tant qu'élite faisant partie intégrante de l'appareil a eu comme effet une pensée qu'ils n'arrive pas à comprendre que la langue assigne ses limites à ce qui s'appelle penser... Tant que durera la sacralisation de l'arabe avec lequel nous apprenons à écrire, nous resterons dans l'impossibilité de réviser les concepts qui règlent notre existence et qui passent pour des évidences ou des choses qui font partie

de l'ordre naturel» comme la démocratie, les droits de l'homme. «Tant que durera le mépris de la langue maternelle comme langue impropre à la pensée, le peuple ne pourra que se résigner à laisser cette opération à ceux qui... ne pensent pas».

En cela, stagnante à souhait, excepté dans la littérature, la culture arabe sombre jour après jour et ne participe que très peu à la vie culturelle du monde contemporain. Elle rate la transmission créatrice qui a vu le jour au XII^{ème} siècle en Europe avec l'apparition d'une classe d'«intellectuels». Elle passe à côté du principe de l'humanisme linguistique tel qu'il fut introduit en Europe par Dante au Moyen Âge, et développé plus tard grâce à la Réforme et à la création des nations européennes. L'auteur prend l'exemple de la traduction qui est à cet égard très significative de l'ouverture au monde. Le peu de traductions qu'on trouve dans les pays arabes n'offrent guère de perspective d'imprégnation des autres cultures tant ces traductions procèdent par *l'arabisation* des œuvres traduites qui renforcent nos préjugés sans donner accès à la nouveauté, au lieu de subordonner la 'mentalité' arabe à la pensée du texte à traduire pour s'adonner à une pensée différente. Car «traduire consiste à utiliser la langue pour nous libérer des limites qu'elle-même nous impose».

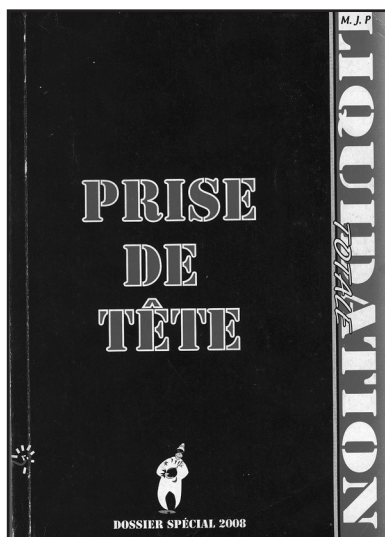
Cette fermeture quasi psychotique autour de la sacralisation de la langue arabe classique (N'est-ce pas que Dieu a parlé en arabe à Mahomet !?) n'est pas sans rapport avec l'exercice du pouvoir qui use et abuse de la religion. «Les Arabes utilisent le Livre (Coran) comme source de légitimité et d'autorité». Faute d'être institutionnalisé à l'instar de la religion chrétienne (Eglise), l'islam fait de l'Etat islamique son institution. Ainsi, «c'est l'Etat qui invente la plus haute autorité religieuse, qui nomme l'homme à sa tête, qui construit des mosquées, qui

supervise l'éducation religieuse, qui exerce la censure dans tous les champs, qui reste le gardien de la tradition et de la moralité». Le monarque/dictateur survivra tant qu'il se prémunira contre toute transformation de son autorité, d'objet de foi en objet de pensée. Du reste, il n'est justiciable de rien, il n'est pas *questionnable* (paradoxe : responsable se dit en arabe *messôul*, questionnable, précisément). Malgré son caractère apparemment grotesque, le pouvoir politique dans les pays arabes ne suit pas la volonté de la majorité mais celle du monarque, et le monarque est supposé incarner un idéal paternel. Cette fascination des peuples pour les idéaux annule, hélas, la pensée, étant entendu qu'une «nation prête à applaudir n'importe quel personnage débordé par sa folie mégalomane, prétendant être le Un qui arrangerait tout [...], une nation qui attend après un sauveur, ne peut rien vivre d'autre qu'une déception répétée» ■

Achour Ouamara

LIQUIDATION TOTALE : PRISE DE TÊTE.

Association Pâtée de tête, 2008



Prise de tête est en fait un recueil de la revue Liquidation totale. Mais qui se prend la tête? Certainement pas le lecteur tant les textes sont abordables : enrichis d'un humour piquant qui transparaît dans les montages photos parsemant les articles, et jusque dans ses titres acerbes composés de jeux de mots féroces (comme : la «*sale ère de la peur*») et d'accusations à peine masquées («*Berlue, c'est une connerie*» pour un article sur le président du conseil Italien).

Alors pourquoi «*liquidation totale*»? Il ne s'agit pas d'un slogan ou d'une quelconque idéologie symbolique mais bel et bien d'un programme. A travers cette revue, revendiquée comme une œuvre d'artisanat culturel, les auteurs s'attaquent aux ombres, à tous les dossiers enfouis dans l'histoire, au passé des hommes politiques ou de personnalités

médiatiques, aux accords internationaux, au développement technologique, aux groupes d'action politique, culturelle, religieuse... L'idée fondamentale est de donner à voir ce que l'on peut faire «d'autre» avec de la volonté : donner une image du possible, agir. En bref il s'agit là d'un gigantesque travail d'archive, efficace, précis et sans concessions.

Tout le monde y passe, du général de Gaulle à action directe, des magouilles états-uniennes aux malversations iraniennes : il n'y a pas de sujet tabou et par un jeu de références aussi nombreuses que pertinentes, les auteurs nous écrasent sous leur crédibilité.

L'ouvrage s'avère un véritable labyrinthe. Plongé dans un article, on ne peut que se rapporter à ceux qu'il cite pour mieux comprendre, mieux connaître, mieux s'approprier des arguments. On progresse alors sans aucun lien logique à travers la revue, sautant des dizaines de pages en avant, une centaine en arrière, pour retrouver celle qui traitera de telle personnalité ou évènement. Le recueil respecte une certaine chronologie, suivant quand c'est possible l'ordre des choses, mais bien souvent l'actualité est rongée par le passé et ne permet aucun mode de narration logique, on se soumet donc à l'art de la mise en abyme tel qu'ont dû le développer les auteurs.

A lire ce type d'ouvrage on en ressort autant déprimés qu'émerveillés. Déprimés par l'abondance des sujets traités : aussi intègre que l'on puisse se prétendre vis-à-vis de nos propres choix comment ne pas être ébranlés dans nos certitudes lorsque elles sont implacablement déconstruites les unes après les autres, lorsqu'il est possible de trouver une version de l'histoire aussi divergente. Mais émerveillés on l'est assurément devant ce formidable travail de recherche, d'organisation de la pensée, de transparence, de référencement, de vigilance et de recherche. Il y a là sans conteste des

auteurs qui maîtrisent un excellent niveau de langue et une capacité de synthèse et de démocratisation du flou historique qui suscite l'admiration. C'est encourageant, et il semble que ce soit là l'intention première de la revue.

Les trois auteurs, de l'association pâtée de tête, ont fait figurer au dos de l'ouvrage un code barre sur lequel figure l'inscription: «le mini journal qui se prend pour un bouquin et n'a pas de prix», on ne leur fait pas dire. ■

Paul Dumons

Pour en savoir plus : <http://liquid.totale.free.fr> un site un peu compliqué à explorer mais qui contient suffisamment d'articles pour se faire une idée de ce que peut être la revue.

L'HUMILIATION Les jeunes dans la crise politique

Jacqueline Costa-Lascoux

Les Editions de l'Atelier, Paris, 2008.



C'est une société au « grand corps malade », fissurée, en mal d'espérance, que ce livre décrit, société où la déshérence démocratique et le fil distendu entre les jeunes et les générations précédentes laisse place à toutes sortes d'illusions : l'utopie le cède à la magie, l'égalité à la compassion, la citoyenneté au clientélisme de l'Etat providence.

Société cruelle pour les jeunes objets de dénominations qui disent l'incompréhension d'une société vieillissante qualifiant ses jeunes de « public » des politiques éducatives, de « population cible » des politiques de la ville, quand ils ne sont pas l'objet de « politiques sécuritaires ». Les jeunes sont sans lien générationnel et sans continuité avec un avenir qu'ils auraient à construire. Les valeurs de la consommation, de l'identité saillante, de la victimisation, du mépris de la chose politique, vont de pair avec la trahison des aînés qui ont failli à leurs devoirs de transmission d'une culture de citoyen, car la vie en société ne revient

pas à paître comme les bestiaux dans le même lieu. Le citoyen ne se contente pas de brouter dans le pré vert de l'Etat providence : « la pire des humiliations, note l'auteur, est de confiner dans les rôles en marges, les pauvres, les victimes, les exclus, en croyant les apaiser avec une modeste gratification. Cette violence pressentie pas seulement comme une injustice mais comme une blessure identitaire, engendre la révolte ».

L'auteur s'attaque aux réponses inadéquates à ces déchirures. Il faut, soutient-elle, substituer aux discriminations positives fondée sur le critère de l'origine ethnique ou d'un territoire de véritables politiques compensatoires des inégalités ou de politiques incitatives en direction des personnes plus vulnérables, quelle que soit l'origine, car n'importe qui peut sombrer dans la précarité.

« L'intégration définit (...) le processus complexe par lequel un ensemble démocratique se construit à partir d'éléments disparates ». Les différences doivent être reconnues et non essentialisées. Car « la distinction entre identité et citoyenneté sous-tend la définition de la démocratie : l'identité tire sa force de la filiation, de l'héritage, de la terre des ancêtres, de la communauté, de l'affectif et du symbolique ; la citoyenneté repose sur le contrat social et la volonté, elle définit des libertés, ouvre le choix et le suffrage, détermine des responsabilités, délimite le territoire où s'exercent les droits et la protection de l'Etat, rattache l'individu à la nation. L'identité et la citoyenneté sont distinctes et complémentaires, telles les deux faces de Janus, se répondant l'une l'autre dans un dialogue fécond. Mais lorsque l'identité l'emporte sur la citoyenneté et tente de la supplanter, la démocratie disparaît. Lorsque la citoyenneté, fondée sur la volonté, se fait trop abstraite, elle risque de rompre le lien de fraternité et de solidarités, en affaissant ce qui fait le sel de la vie. C'est la relation

dialectique entre l'une et l'autre, qui construit la personne ».

En contempteur de ses contemporains, l'auteur a réussi son essai. ■

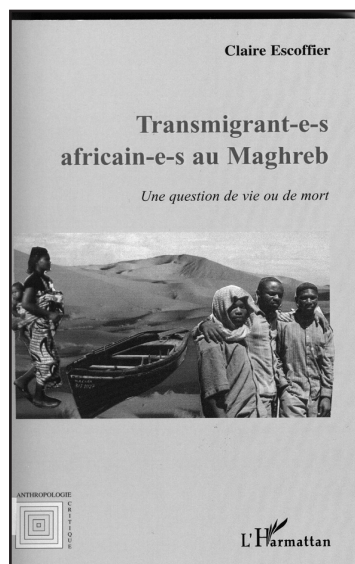
Achour Ouamara

TRANSMIGRANT-E-S AFRICAIN-E-S AU MAGHREB

Une question de vie ou de mort

Claire Escoffier,

L'Harmattan, 2008



Réduite à son expression la plus phénoménale, la transmigration, telle qu'elle est définie par l'auteure, désigne ce processus par lequel « toute personne - homme, femme ou mineur - qui, transitant par un ou des pays intermédiaires, a l'intention de se rendre dans un pays de son choix, pays dont il se

voit refuser l'accès du fait des législations restrictives édictées par le pays de destination. » Ce phénomène est cependant l'un des événements les plus essentiels de ce qu'on appelle la mondialisation : il annonce des mutations anthropologiques des espaces (de circulations, socio-culturels, etc.) irrépressibles tout en mobilisant des dispositifs répressifs et législatifs de résistance de la part des Etats. Ce paradoxe dé-normalise cette population transmigrante en en faisant une menace, des sortes d'« ennemis de l'extérieur » pour les sociétés riches du Nord et justifie par là-même les irresponsabilités politiques qui livrent cette population à des conditions de déplacements anachroniques voire à une mort certaine (entre 1997 et 2008, 10 000 de ces transmigrants ont disparus en mer).

L'hypocrisie et la paranoïa sécuritaire de l'Union européenne lui fait réinventer la politique des *limes* : en transformant les pays de son pourtour méditerranéen (notamment du Maghreb) en véritables « supplétifs de la répression », gardiens des frontières du sud de l'Union, en totale violation des droits de l'homme et des Conventions internationales. C'est cette nouvelle réalité – des pays devenus pays de transit ou de rétention pour les transmigrants originaires d'Afrique subsaharienne- que C. Escoffier explore dans une approche socio-anthropologique sensible. Enquêtant auprès de ressortissants de seize pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale, refaisant parfois les trajectoires de leurs parcours, elle nous en livre non seulement un profil en décalage avec les images qui en sont présentées - « jeune, citoyen, éduqué, souvent diplômé, parlant couramment français ou anglais » - mais elle décrypte surtout les ingrédients de ce vécu : entre exposition aux dangers de l'exploitation, de la répression ou de la mort et ingéniosités d'ajustements et de contournements des

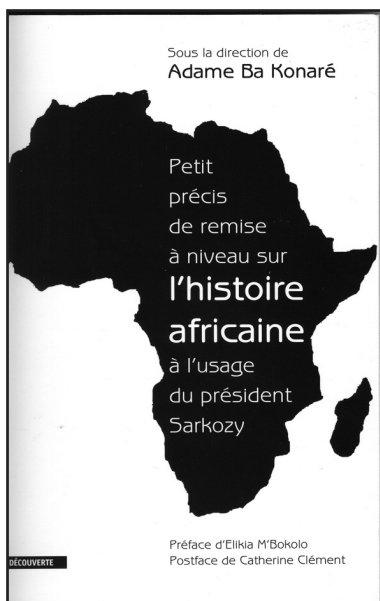
d'ajustements et de contournements des obstacles. Particulièrement par les femmes (seules ou accompagnées de leurs enfants) qui sont une composante importante de cette population (autour de 30%), plus exposées encore que les hommes à la pénibilité des conditions et à l'arbitraire.

L'étude socio-anthropologique de cette « communauté d'itinérance multiethnique » croise en fin de compte d'autres perspectives qui réclament de repenser l'organisation des pouvoirs actuels et ce qu'on continue d'appeler sans vergogne le droit d'asile alors qu'ils se révèlent incapable « à donner du sens à nos sociétés postmodernes ». ■

Abdellatif Chaouite

PETIT PRÉCIS DE REMISE À NIVEAU sur l'histoire Africaine, à l'usage du président Sarkozy.

ADAME BA KONARE (s.dir)
Editions la Découverte; Paris: 2008.



Tout est parti d'un discours. Un discours du président Français, Nicolas Sarkozy, prononcé à l'université Cheikh Anta Diop, mais rebaptisé «discours de Dakar» taisant ainsi le nom d'un des grands chantres de la lutte contre les falsifications de l'histoire.

Cette analyse nous est livrée en préface de l'ouvrage et elle résume bien les raisons qui ont poussé Mme Ba Konaré à lancer l'appel qui verra créer ce document. Autour de ce sujet, l'histoire de l'Afrique, se sont mobilisés 25 chercheurs, de toutes origines, qui apportent leur contribution à la nécessaire rectification de la situation.

Certes, ce discours est choquant et fait montre d'une volonté étrange de «blanchir» la France de son passé commun avec l'Afrique : on y verra plus ou moins des calculs diplomatiques. Cependant, la lecture de cet ouvrage montre au commun des citoyens Français l'étendue de notre ignorance sur le sujet : Qu'en est il de l'histoire de l'Afrique avant et après la période coloniale? Période très courte à l'échelle de l'histoire, mais qui se trouve bel et bien l'unique époque connue, par les occidentaux, sur ce continent berceau de l'humanité. Et quand on dit connu, qu'en sait on vraiment? L'histoire est écrite par les vainqueurs, c'est un fait établi. Cela rend ce livre extrêmement précieux : il offre une approche du fait historique qui n'existait pas, ou peu, sur notre côté de la méditerranée. Riche et bien écrit, il permet de reprendre à zéro les connaissances de bases nécessaires à une bonne analyse historique en étant, qui plus est, tout à fait lisible pour le grand public. Il ne s'agit pas d'une revanche, ou d'un coup bas adressé à la présidence Française mais d'un travail d'historiens soucieux de conserver l'authenticité de la mémoire lorsqu'elle est mise à mal.

L'introduction au débat offerte sur le sujet de la traite négrière est un très bon exemple : ce chapitre à lui seul, et ce dans la limite de place réservée à son auteur, apporte plus que plusieurs années dans le système scolaire Français. En lisant ce résumé de la longue suite de manipulations alors orchestrées par les Européens en Afrique on ne peut s'empêcher de faire des rapprochements avec l'actualité. Espérons qu'il y aura toujours des gens aussi soucieux de la véracité des faits que les auteurs de ce «petit précis d'histoire». ■

Paul Dumons